



MINISTRE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N° ⁰¹¹⁶...../CAB.MIN/MINES/01/2011 DU 30 MAR 2011
PORTANT OCTROI DU PERMIS D'EXPLOITATION DE LA PETITE MINE
N° 3865 A LA SOCIETE OLIVE

LE MINISTRE,

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo, spécialement ses articles 93, 202 point 36 littéra f et 203 point 16;

Vu la Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10, 12, 43, 47 et 103 à 105;

Vu le Décret n°038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, notamment ses articles 207 à 211 ;

Vu l'Ordonnance n° 08/073 du 24 décembre 2008 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 08/074 du 24 décembre 2008 fixant les attributions des Ministères;

Vu l'Ordonnance n° 10/025 du 19 février 2010 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, Ministres et Vice-Ministres;

Considérant la demande de **Permis d'Exploitation de la Petite Mine** n° 3865 introduite par la Société **OLIVE** en date du et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable du Cadastre Minier, de la Direction des Mines et de la Direction chargée de la Protection de l'Environnement Minier ;



ARRETE :

Article 1^{er} :

Il est octroyé à la Société **OLIVE**, ayant son siège social sise **Avenue Industrielle N° 29, Bukavu/Ibanda Sud-Kivu**, le **Permis d'Exploitation de la Petite Mine n° 3865**.

Article 2 :

Le Permis d'Exploitation de la Petite Mine n° 3865 est établi sur un périmètre composé de **260** carrés entiers situés dans le Territoire de **Shabunda**, District de **Sud Kivu**, Province du **Sud Kivu**.

Les coordonnées géographiques des sommets dudit périmètre, suivant le datum WGS84 et la projection UTM, sont :

Sommets	Longitude			Latitude		
	Deg	Min	Sec	Deg	Min	Sec
1	27	34	30.00	- 02	57	00.00
2	27	34	30.00	- 02	47	30.00
3	27	35	30.00	- 02	47	30.00
4	27	35	30.00	- 02	48	30.00
5	27	37	00.00	- 02	48	30.00
6	27	37	00.00	- 02	49	30.00
7	27	42	30.00	- 02	49	30.00
8	27	42	30.00	- 02	52	30.00
9	27	43	00.00	- 02	52	30.00
10	27	43	00.00	- 02	53	00.00
11	27	44	00.00	- 02	53	00.00
12	27	44	00.00	- 02	54	30.00
13	27	42	30.00	- 02	54	30.00
14	27	42	30.00	- 02	56	00.00
15	27	42	00.00	- 02	56	00.00
16	27	42	00.00	- 02	56	30.00
17	27	41	00.00	- 02	56	30.00
18	27	41	00.00	- 02	57	00.00

Carte de Retombe : **S3/27**



Article 3 :

Le Permis d'Exploitation de la Petite Mine n° **3865** confère à la Société **OLIVE** le droit de procéder aux travaux de prospection, de recherches et d'exploitation des substances suivantes : **Cassitérite, Etain, Niobium, Tantale et Zinc.**

Ce droit exclusif s'étend également à la construction des installations et infrastructures nécessaires à l'exploitation des mines, à l'utilisation des ressources d'eau et du bois se trouvant à l'intérieur du périmètre pour les besoins de l'exploitation des mines, à la libre commercialisation des produits marchands conformément à la législation en la matière ainsi qu'à la réalisation des opérations de concentration, de traitement métallurgique ou technique et de transformation des produits extraits du gisement.

Article 4 :

Sur présentation du récépissé du paiement des droits superficiaires annuels par carré prorata temporis, le présent Permis d'Exploitation de la Petite Mine donne lieu à la délivrance d'un Certificat d'Exploitation de la Petite Mine.

A défaut de paiement des droits superficiaires annuels par carré prorata temporis dans les trente jours ouvrables à compter de la date du présent Arrêté, le Permis d'Exploitation de la Petite Mine n° **3865** devient caduque, conformément aux prescrits de l'article 159 du Règlement Minier.

Article 5 :

Le Permis d'Exploitation de la Petite Mine n° **3865** est valable pour une durée de 10 (dix) ans, y compris le renouvellement, à dater de la signature du présent Arrêté.

Article 6 :

la Société **OLIVE** est notamment tenue de :



- 1°) S'acquitter chaque année des droits superficiaires par carré conformément aux dispositions de l'article 198 du Code Minier et des articles 157 et 396 du Règlement Minier ;
- 2°) Transmettre chaque semestre un relevé du registre d'extraction et chaque année, le rapport d'activités à la Direction des Mines ainsi qu'à la Division Provinciale des Mines et Géologie ou au Bureau Minier du ressort, en vertu des articles 216 du Code Minier, 499 et 501 du Règlement Minier ;
- 3°) Déposer tous les trimestres, à la Direction de Géologie, les échantillons prélevés au cours des travaux de recherches ainsi qu'une copie de sa carte de recherches;
- 4°) Fournir aux agents de la Direction des Mines, et à ceux de la Direction chargée de la Protection de l'Environnement Minier dûment mandatés, tous les moyens de parcourir et d'inspecter ses travaux de recherches minières ;
- 5°) Tenir sur le terrain, un carnet ou registre de suivi journalier des travaux de prospection, de recherches et d'exploitation, vérifiables par les agents des Directions de Mines et de Géologie pendant l'inspection.
- 6°) Respecter les dispositions du chapitre VI du titre XVIII du Règlement Minier visant la mise en conformité environnementale des opérations exécutées en vertu du Permis d'Exploitation de la Petite Mine.

Article 7 :

Sans préjudice des dispositions de l'article 30 du Code Minier, il est interdit aux tiers d'entreprendre les travaux de prospection, de recherches et/ou d'exploitation à l'intérieur du périmètre couvert par le Permis d'Exploitation de la Petite Mine n° **3865**.

Article 8 :

Toute violation, par le Titulaire du Permis d'Exploitation de la Petite Mine n° **3865**, des dispositions du Code Minier, du Règlement Minier ou du présent Arrêté, entraîne, selon les cas définis par la législation minière et sans préjudice d'autres sanctions, la suspension des activités ou le retrait dudit Permis d'Exploitation de la Petite Mine.



Article 9 :

Le Secrétaire Général des Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 30 MAR 2011

Martin KABWELULU

AMPLIATIONS :

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- Cadastre Minier : 1
- CTCPM : 1
- SAESSCAM : 1
- Direction des Mines : 1
- Direction de Géologie : 1
- Direction des Investigations : 1
- Direction chargée de la Protec. de l'Environ. : 1
- Div. Prov. /des Mines & Géologie du ressort : 1
- Titulaire : 1